

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 LILLE

LILLE, le 16 février 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/01/2023

### **Contexte et constats**

Publié  **GÉORISQUES**

sur

### **STOCKMEIER FRANCE SAS**

12 rue de la Rache  
BP 57  
59481  
59320 Haubourdin

Code AIOT : 0007001642

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/01/2023 dans l'établissement STOCKMEIER FRANCE SAS implanté 12, rue de la Rache BP 57 59320 Haubourdin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- STOCKMEIER FRANCE SAS
- 12, rue de la Rache BP 57 59320 Haubourdin
- Code AIOT : 0007001642
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Distributeur de produits chimiques de premier plan aux Pays-Bas, en Belgique et en France, le groupe STOCKMEIER exporte des produits chimiques dans plus de 30 pays. Il fournit le lien entre les fabricants de produits chimiques et les utilisateurs finaux industriels.

Les activités de l'entreprise sont le conditionnement de vrac, le stockage, la dilution, les mélanges de produits chimiques, le transport et le support technique.

En France, STOCKMEIER c'est 9 sites de distribution et production, le site de SAINT JACQUES DE LA LANDE (35) regroupe siège social, laboratoires, direction technique, fabrication et distribution.

STOCKMEIER regroupe entre 450 et 500 personnes dont 180 en France.

La gamme de produits distribués est très étendue :

- acides et bases
- solvants
- produits solides
- produits de filtration
- engrais solides
- additifs de nutrition animale.

Le site d'HAUBOURDIN exploité par DISTRICHIMIE depuis 1991 est devenu QUARON en 2005 et a changé de dénomination sociale en 2022 pour s'appeler STOCKMEIER. L'effectif du site est de 26 personnes.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- SGS - Identification et évaluation des risques majeurs
- Mélanges incompatibles – Étude de dangers et vérification de prescriptions techniques

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais	Autre information
1	Identification et évaluation des risques	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 2	Prescriptions complémentaires	6 mois	Observations n°1 et 2

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Mesures de maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe III-I-6	Demande n°1
3	Dépotage des camions	AP Complémentaire du 03/09/2014, article 3.12.1	Sans objet
4	Stockage et manipulation des produits dangereux	AP Complémentaire du 03/09/2014, article 3.4.3	Observations n°3 et 4

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de la visite que des scénarii susceptibles de constituer des accidents majeurs n'ont pas été retenus au terme de l'Analyse Préliminaire des Risques de l'Etude de dangers d'octobre 2011 complétée en 2012, ce qui remet en question les conclusions de l'APR de l'époque.

Ainsi, l'Inspection prescrira de compléter l'étude de dangers par arrêté préfectoral complémentaire dans le cadre d'un autre rapport.

De plus, le stockage extérieur de récipients mobiles ne permettait pas d'éviter le mélange accidentel de produits incompatibles. L'exploitant a modifié l'organisation de ces stockages à l'issue de la visite d'inspection et s'est ainsi remis en conformité.

Enfin, des compléments concernant les éléments exigibles dans les dossiers de "Mesures de Maîtrise des Risques" sont attendus.

## 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Identification et évaluation des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité :</p> <p>2. Identification et évaluation des risques liés aux accidents majeurs</p> <p>Des procédures sont mises en œuvre pour permettre une identification systématique des risques d'accident majeur susceptibles de se produire en toute configuration d'exploitation des installations.</p> <p>Ces procédures doivent permettre d'apprécier les possibilités d'occurrence et d'évaluer la gravité des accidents identifiés.</p>
<p><b>Constats :</b> Les cas dans lesquels une identification et une évaluation des risques doivent être réalisées ne sont pas identifiés de manière exhaustive dans le document PR-FONCTIONNEMENT SGS : modifications, accident, retour d'expérience des autres sites STOCKMEIER... <b>Voir Observation n°1</b></p> <p>Des scénarii susceptibles de constituer des accidents majeurs n'ont pas été retenus au terme de l'Analyse Préliminaire des Risques de l'étude de dangers d'octobre 2011 complétée en 2012, ce qui remet en question les conclusions de l'APR de l'époque, qui n'a par ailleurs pas été revue dans le cadre du réexamen quinquennal en 2022.</p> <p><b>L'Inspection prescrira de compléter l'étude de dangers par arrêté préfectoral complémentaire dans le cadre d'un autre rapport.</b></p> <p>D'autres précisions figurent en annexe confidentielle.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p><b>Observation n°1</b></p> <p>L'exploitant doit compléter sa procédure au regard des cas dans lesquels une identification et une évaluation des risques doivent être réalisées.</p> <p><b>Observation n°2</b></p> <p>Le document de pilotage référencé « DOC-REG-CRAS QHSE HB » pourra être complété avec le réexamen quinquennal de l'EDD.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Prescriptions complémentaires
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 2 : Mesures de maîtrise des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe III-I-6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, MMR
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Document récapitulatif des mesures de maîtrise des risques figurant dans l'étude de dangers.  Ce document indique a minima l'identification de la mesure en référence à l'étude de dangers, son objectif, son niveau de confiance, son efficacité, son action et les scénarios sur lesquels elle intervient, la cinétique de mise en œuvre de la réponse attendue, les critères de pérennité et, le cas échéant, les critères d'indépendance vis-à-vis des autres mesures de maîtrise des risques participant à la maîtrise du même phénomène dangereux.
<b>Constats :</b> L'étude de dangers d'octobre 2011 complétée en août 2012 ne présente pas le document visé par la prescription et l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter ce document synthétique. Des éléments figurent toutefois en partie dans l'EDD de manière éparse et dans les dossiers "MMR".  Les dossiers "MMR" présentés sont incomplets; d'autres précisions figurent en annexe confidentielle.  S'agissant de manquements documentaires, l'Inspection ne propose pas de suites administratives à ce stade.  <b><u>Demande n°1</u></b> Transmettre des documents MMR complétés ainsi que le document prescrit par l'article 7 alinéa 5 et l'annexe III-I-6 de l'AM du 26/05/2014 dans un délai de 2 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Dépotage des camions

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/09/2014, article 3.12.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mélanges incompatibles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Afin de prévenir les risques de réaction entre produits incompatibles, les mesures suivantes sont mises en œuvre: <ul style="list-style-type: none"><li>- toute livraison fait l'objet d'une réception par le personnel administratif</li><li>- toute livraison non attendue est refusée</li><li>- avant dépotage un prélèvement est réalisé pour analyse au laboratoire</li><li>- le dépotage n'est autorisé que si les analyses sont conformes au produit attendu</li><li>- l'autorisation de dépotage est délivrée par un employé n'ayant pas participé aux opérations de réception et d'analyse</li><li>- un automate est mis en place afin de permettre uniquement l'ouverture de la vanne de la cuve sélectionnée par l'employé délivrant l'autorisation de dépotage</li><li>- les cuves, flexibles et tuyauteries sont clairement signalisés et étiquetés</li><li>- les flexibles et pompes sont spécifiques par produit ou type de produits.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'Inspection a constaté que les mesures visées par cet article sont mises en place sur le site pour le dépotage d'un camion au parc de stockage des liquides minéraux. L'inspection a assisté au dépotage d'un camion d'hypochlorite de soude au niveau de la rétention R3. Les prescriptions relatives aux flexibles, tuyauteries et pompes n'ont pas été vérifiées.  Plusieurs personnes différentes interviennent: opérateur réception, opérateur dépotage, opératoire laboratoire et opérateur de contrôle. En particulier, l'autorisation de dépotage est délivrée par l'opérateur de contrôle.  Les 2 dernières prescriptions ne s'appliquent pas totalement à l'ensemble des stockages en vrac. En effet, les flexibles de l'exploitant ne sont utilisés que pour les solvants; pour les liquides minéraux, les flexibles utilisés sont ceux du transporteur. En ce qui concerne les pompes, le dépotage des liquides minéraux est réalisé au moyen du compresseur du camion. Il a été constaté que les cuves de stockage ainsi que les bouches de dépotage étaient signalées et étiquetées au niveau des rétention R2.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### **N° 4 : Stockage et manipulation des produits dangereux**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/09/2014, article 3.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mélanges incompatibles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  [...]. Les produits incompatibles entre eux stockés en cuve sont séparés et disposent de cuvettes de rétention différentes. La définition des emplacements de stockage et la répartition des différents produits sont réalisées à partir des fiches de données sécurité. Ces emplacements sont clairement matérialisés et signalisés.</p> <p>En particulier, toute opération de manipulation, de transvasement ou de transport de matières dangereuses à l'intérieur de l'établissement doit s'effectuer sous la responsabilité d'une personne désignée par l'exploitant.  Des consignes particulières fixent les conditions de manipulation, de chargement, de déchargement et de stockage des matières dangereuses.  L'exploitant dispose d'une gestion des stockages en vue d'éviter que des produits incompatibles entre eux ne puissent être, même accidentellement, mélangés.</p> <p>Les produits inflammables et les produits pouvant dégager des gaz toxiques en cas d'incendie ne sont pas stockés dans la même cuvette de rétention. Il en est de même pour les produits combustibles et les produits comburants, pour les acides et pour les bases, pour les acides incompatibles entre eux, pour les oxydants et les réducteurs.</p> <p><b>Constats :</b> Vu cuvettes séparées au parc de stockage vrac des liquides minéraux pour les produits incompatibles générant des réactions violentes identifiées par l'exploitant dans son étude de dangers : acides et bases, acides incompatibles entre eux...  Vu emplacements clairement matérialisés et signalisés pour le stockage en vrac dans des réservoirs aériens des liquides minéraux: panneaux identifiant les cuvettes "Rx" et la nature des produits stockés.</p> <p>L'exploitant indique que le Responsable d'exploitation a la responsabilité des opérations de manipulation, transvasement, transport de matières dangereuses (fiche de poste non vérifiée) ainsi que le Directeur de site qui est responsable du site.</p> <p>Vu Instructions de Travail (IT) multisites:  - « IT MONO USAGE : DECHARGEMENT VRAC CORROSIFS », référence IT-EXP-DECHARG-CORRO, datée du 05/01/2023;  L'IT a été modifiée récemment afin de scinder les instructions relatives au chargement et déchargement.  - « IT MONO USAGE : CHARGEMENT ET DECHARGEMENT VRAC SOLVANTS », référence IT-EXP-CHARG-DECHARG-SOLV, datée du 18/06/2020.  L'exploitant a également présenté une liste d'IT visant notamment le conditionnement des produits.</p> <p>L'Inspection a suivi la réception et le déchargement d'une citerne contenant un produit "corrosif": hypochlorite de soude. La consigne d'activation du bouton d'arrêt d'urgence en cas de phénomène anormal constaté à l'évent de la cuve lors d'un dépotage n'apparaît pas (point 23 du document). <b>Voir Observation n°3</b></p> <p>L'exploitant indique qu'une gestion par cuve et rétention oblige à être vigilant.  Pour le stockage intérieur des conditionnés, il y a une répartition par zones dans les magasins avec des emplacements fixés et figés dans l'ERP (Enterprise Resource Planning – système informatique de gestion).</p> <p>D'autres constats relatifs au stockage en récipients mobiles figurent en annexe confidentielle.  Après la visite d'inspection, l'exploitant a mis en conformité ses installations. <b>Voir Observation n°4</b></p>



<p>Les 2 familles de produits, liquides inflammables et produits pouvant dégager des gaz toxiques en cas d'incendie sont stockées dans des bâtiments distincts. D'autres éléments figurent en annexe confidentielle.</p> <p>Il n'y a pas de comburant sur site le jour de la visite selon l'exploitant.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p><b>Observation n°3:</b> L'IT "MONO USAGE : DECHARGEMENT VRAC CORROSIFS » doit être complétée avec la consigne d'activer le bouton d'arrêt d'urgence en cas de phénomène anormal constaté au niveau de l'évent de la cuve.</p> <p><b>Observation n°4:</b> Toute modification apportée à l'organisation des stockages doit être portée à la connaissance du Préfet et nécessitera une mise à jour de l'EDD lors du réexamen quinquennal.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>